

Ecrit par le 3 juin 2026

Fédé BTP 84, Face à la prévention, l'Union fait la force



Nous sommes invités à la Fédé BTP à l'occasion d'une réunion du Pole prévention OPP BTP 84 (Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics). Autour de la table, les acteurs de la filière BTP et les services de l'Etat. Objectif ? Améliorer la prévention et la sécurité des conditions de travail du BTP au moyen de la communication, de l'information, de l'assistance opérationnelle et des conseils juridiques. Une initiative vaclusienne unique en France.

Autour de la table ?

Écrit par le 3 juin 2026

[Thomas Jurczyk](#) de l'OPPBTB (Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics) ; [Olivier Audoly](#) ingénieur conseil de la Carsat Sud-Est (Caisse d'assurance Retraite, santé, travail) ; [Olivier Cousi](#), directeur du CFA Florentin Mouret (Centre de formation des apprentis) ; [Cédric Bosse](#), en charge du service économique de la Capeb Vaucluse (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment) et représentant des artisans du bâtiment ; [Yann Le Cam](#), directeur de l'AIST 84 (Association interentreprises pour la santé au travail du Vaucluse et émanation du Conseil départemental) ; [Françoise Lesauvage](#), responsable de l'Unité contrôle DDETS (Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités), inspection du travail et [Emilie Pascal](#), responsable de l'Unité de contrôle DDETS, tous conviés à se retrouver tous les trimestres, à l'invitation d'[Emmanuel Méli](#), secrétaire général de la Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics de Vaucluse.

Ce qu'ils ont dit

Ecrit par le 3 juin 2026



Ecrit par le 3 juin 2026

Françoise Lesauvage

Françoise Lesauvage,

Responsable de l'Unité contrôle DDETS (Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités), inspection du travail.

«Ce qui est important dans ces réunions débutées en 2018, c'est que nous sommes différents acteurs qui œuvrons au quotidien sur le terrain pour la prévention et la sécurité des travailleurs du bâtiment, entame Françoise Lesauvage. Nos compétences, qui se complètent et se croisent, nous permettent de toucher les mêmes publics, qui sont cependant différents, selon les organismes que nous représentons. Notre problématique ? Pour le Ministère du travail, le BTP est une branche qui attire particulièrement l'attention du fait de la dangerosité des métiers et des possibles accidents du travail.»

Le travail sécurisé

«Ce qui nous interpelle ? Le travail dissimulé qui est en lien étroit avec la santé et la sécurité. Il est difficilement quantifiable car il intervient sous diverses formes. Il peut s'immiscer dans la sous-traitance, même si celle-ci n'est pas du travail dissimulé, mais lorsqu'elle est organisée en cascade, elle fait appel à des entreprises qui sont peut-être moins vertueuses, moins équipées et plus modestes, cette 'organisation' finissant par nuire aux salariés en matière de statut social, de santé et sécurité.»

Ce que j'aimerais aborder

«La réglementation du Code du travail évolue, notamment au niveau des solidarités des maîtres d'ouvrage. C'est là que le Pôle de travail suscite autre chose qu'un travail réglementaire parce qu'on est persuadés, en tant que professionnels, que ce qui est décidé en amont de la définition du cahier des charges a un impact sur la manière dont le chantier sera réalisé et dans l'organisation des entreprises et de leurs salariés. Lorsque le maître d'ouvrage décide, sur un chantier, de créer un lot zéro pour y inclure la sécurité, les moyens de protection collectifs, les voies et réseaux, cela évite que la responsabilité individuelle de chaque entreprise soit la seule mise en cause. Notre communication auprès des donneurs d'ordre est donc, là, essentielle.»

Ecrit par le 3 juin 2026



Ecrit par le 3 juin 2026

Olivier Audoly

Olivier Audoly, ingénieur conseil de la Carsat Sud-Est (Caisse d'assurance Retraite, santé, travail)

«Le BTP une des activités qui connaît la plus forte sinistralité, notamment en ce qui concerne les maladies professionnelles qui impactent beaucoup l'humain et aussi en termes financiers pour les entreprises, induisant des enjeux sociaux en cas de blessure, de handicap et de décès. Comment la personne blessée ou handicapée va-t-elle pouvoir vivre après l'accident ? Que va devenir sa famille avec cette perte de ressource et de travail... Effectivement, l'objectif de nos réunions est aussi d'essayer de réduire les accidents du travail de façon directe ou indirecte.»

Avez-vous observé une différence notable sur le terrain depuis 2018, date de la création de votre cellule de partage d'informations ?

«Les facteurs économiques influent aussi beaucoup sur la vie des entreprises. La période Covid a infléchi les chiffres qui étaient tout de même régulièrement à la baisse, même si l'activité a subi une forte sinistralité. Aujourd'hui ? Les entreprises sont en difficulté et la prévention des risques reste un des premiers volets à passer à la trappe lorsqu'il s'agit de répondre à un appel d'offre et de faire des économies. La prévention est la partie invisible de la filière BTP, rejoignant aussi la problématique du moins disant. Quelle que soit l'activité de l'entreprise, il n'y a rien de plus terrible que de faire une enquête sur un accident grave ou mortel. Face au drame, il y a cette détresse des gens sur le chantier...»

Pour conclure ?

«La philosophie et les décisions du maître d'ouvrage jouent un rôle déterminant en termes de prévention. C'est aussi à lui de mettre en place la structure, l'organisation et les moyens nécessaires pour que les entreprises puissent intervenir dans les meilleures conditions. La responsabilité des accidents n'est pas uniquement due aux entreprises, elle l'est aussi, parfois, à la mauvaise organisation d'un chantier ou à des prises de chantiers à des prix anormalement bas.»

Ecrit par le 3 juin 2026



Ecrit par le 3 juin 2026

Cédric Bosse

Cédric Bosse, en charge du service économique de la Capeb Vaucluse (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment) et représentant des artisans du bâtiment

«Les drames qui voient le jour nuisent à notre image, au secteur d'activité et concourent à délaissé les métiers du BTP. Le Pôle prévention nous permet de travailler ensemble, de faire passer les messages, notamment lorsque de nouvelles entreprises sont créées. Nous avons également participé à un forum sur l'amiante tous ensemble, à Monteux, en 2018, ce qui nous avait permis d'être à la fois nombreux et représentatifs.»

Ecrit par le 3 juin 2026



Ecrit par le 3 juin 2026

Emmanuel Méli

Emmanuel Méli, secrétaire-général de la Fédé BTP 84

«Nous sommes les premiers et les seuls –à notre connaissance-, en France, à nous être réunis –acteurs de l'action de bâtir et institutionnels- autour de la sécurité et de la santé. Mais pour répondre à votre question sur le travail dissimulé, je dirais qu'il n'y a pas vraiment de tailles d'entreprises privilégiées pour la sous-traitance dissimulée et que ce phénomène peut toucher tous types d'entreprises. Je pense notamment aux entreprises qui se sont engouffré dans la pose de panneaux photovoltaïques pour profiter de la manne fiscale. Elles se créaient du jour au lendemain sans aucune forme de professionnalisme, de formation et de notions de sécurité.»

Concernant nos actions ?

«Nous les mettons chacun en œuvre face à nos publics spécifiques et commun. L'idée de ces réunions ? Partager les remontées d'information et mutualiser les actions de communication, également développer notre présence au sein de réunions, de forums, sur les réseaux sociaux, afin d'intervenir le plus largement possible.»

Une initiative de l'OPPBTP

«La création du Pôle prévention santé est une initiative de l'OPPBTP –organisme de prévention- qui souhaitait participer à une communication plus transverse puisque nous sommes l'une des rares filières à posséder sa propre mutuelle et assureurs. Si la Fédération et la Capeb sont un peu les ambassadrices des fédérations, il reste un public qui n'est adhérent nulle part et n'a pas toujours accès aux informations professionnelles. La Carsat est aussi là parce qu'il n'y a pas que le côté gendarme et sanctions car la majorité de nos actions sont la prévention, l'audit, et l'anticipation.»

A quels risques sont exposés les salariés du BTP ?

Pour le bâtiment, il s'agira des troubles musculo-squelettiques (TMS) suivis de chutes de hauteur ou de plain-pied. Pour les travaux publics, il s'agira du risque d'enfouissement, notamment lors de la création de tranchées. Les autres risques ? Les diverses addictions dont peuvent être porteurs les salariés tels que la drogue et l'alcool.

Innovation et organisation du travail

«Nous constatons trop de précipitations dans la préparation du chantier et des offres anormalement basses. Lorsque l'on est à moins de 40 à 50% du coût de revient, il y a forcément des économies faites sur le personnel et la sécurité. A propos de l'innovation et de la lutte contre la pénibilité, les exosquelettes –pour lutter contre les [TMS](#), troubles musculosquelettiques- commencent à faire leur apparition avec la mise en place du [Lean management](#) qui intègre l'organisation des chantiers. Concernant le travail en hauteur, nous avons l'exemple d'une entreprise spécialisée dans la couverture qui a investi dans un drone pour effectuer la prise de photos et vidéos. Cela permet au technicien de moins monter sur le toit, d'aller beaucoup plus vite dans la prise des côtes et de sécuriser son travail avant d'intervenir. En digitalisant son métier, il minimise le risque d'accident, tout en gagnant du temps et donc de la productivité.»

La féminisation de la profession

Ecrit par le 3 juin 2026

«Nous tenons beaucoup à la féminisation de la profession. Celle-ci se révèle plutôt importante dans la partie 'back office' et administrative. Sur les chantiers, les femmes œuvreront majoritairement dans le second œuvre comme la peinture, l'électricité, également le carrelage et montent en encadrement via la formation continue pour devenir conducteur d'engin, cheffe d'équipe, de chantier, conducteur de travaux...»

Ecrit par le 3 juin 2026



Ecrit par le 3 juin 2026

Olivier Cousi

Olivier Cousi, directeur du CFA Florentin Mouret (Centre de formation des apprentis) à Avignon

«Nous sommes là pour former les salariés du bâtiment de demain. Tout part d'une bonne formation à la prévention d'entrée de jeu, ce qui résout déjà beaucoup de problèmes. Car ces futurs professionnels arrivent sur les chantiers avec de vraies notions de sécurité. Au programme ? Des habilitations pour travailler en hauteur, des habilitations électriques... Nous pensons qu'on n'apprend jamais mieux que sur le tas, mais en étant sensibilisé aux risques. Les remontées des apprentis ? Ils nous disent que sur les chantiers ce que nous leur apprenons ne se fait pas toujours, alors nous leur rétorquons que lorsqu'ils seront patrons, ou chefs d'équipe, ils devront faire ce qu'ils auront appris avec nous, devenant ainsi nos relais pour la prévention. Nous avons observé que sur les grands chantiers, la prévention sécurité reste incontournable.» Le CFA Florentin Mouret d'Avignon accueille 1 000 élèves dont 40 filles, tous métiers confondus.

Mon analyse

«Plus la prévention est inculquée précocement, dans le parcours professionnel, plus elle se révèle efficace. Ce sera, en tant que CFA, notre contribution à la prévention en souhaitant que dans les 10, 15 ans à venir, tous nos apprenants seront devenus de grands professionnels, voire des patrons, mettant en œuvre ce qu'ils auront appris.»

Ecrit par le 3 juin 2026



Ecrit par le 3 juin 2026

Emilie Pascal

Emilie Pascal, responsable de l'Unité de contrôle DDETS

«Procédez-vous à de nombreux contrôles sur les chantiers ? En 2022 l'Inspection du travail a effectué 475 interventions sur les chantiers vauclusiens. Il est le principal secteur d'activité pour nos agents. En termes de suites ? La moitié des amendes administratives du département concerne ce même secteur. Nous intervenons particulièrement sur l'hygiène, notamment sur les bases de vie. Ce que nous observons en matière de risques ? Les chutes de hauteur sont le 1^{er} risque d'accident mortel, devant le travail illégal -de la dissimulation de l'emploi salarié à un faux statut, un faux autoentrepreneur, un emploi salarié sans autorisation de travail...»

«Concernant nos réunions trimestrielles, l'information que nous partageons au cœur du Pôle prévention, nos différentes missions permettent d'enrichir nos champs de compétence. Si le cœur de notre métier est le contrôle, assorti de sanctions, le volet sensibilisation et information des employeurs et des salariés reste fondamental.»

Ecrit par le 3 juin 2026



Ecrit par le 3 juin 2026

Yann Le Cam

Yann Le Cam, directeur de l'AIST 84 (Association interentreprises pour la santé au travail du Vaucluse)

«La sinistralité touche plutôt les petites entreprises. Notre concertation connaît un vrai impact notamment lorsque nous nous penchons sur cet important réseau de petites entreprises. Notre travail principal reste la prévention, même si chacun travaille dans un cœur de métier qui est différent de celui des autres.»

Ce que l'on ne discerne pas ?

«Tous les coûts cachés indirects notamment lorsqu'un salarié est en arrêt de travail. C'est aussi un secteur d'activité qui intervient dans l'usure physique de la carrière des salariés, notamment avec les troubles musculo-squelettiques -TMS- ce qui est à prendre en compte lors de l'allongement du nombre d'années de travail, qu'actuellement nous vivons.»

Ce que j'aimerais dire ?

«On a tous, dans nos diverses activités, l'occasion d'entrer en contact avec des apprentis, des salariés, des chefs d'entreprise. Il est donc important de véhiculer un message cohérent et complémentaire pour un même objectif. C'est aussi la raison pour laquelle se connaître permet d'orienter les professionnels vers le bon interlocuteur, parce que l'on connaît les missions de chacun.»

Ecrit par le 3 juin 2026



Ecrit par le 3 juin 2026

Thomas Jurczyk

Thomas Jurczyk de l'OPPBTP (Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics)

«Nous sommes un organisme paritaire dont l'objet est de faire de l'accompagnement, de la sensibilisation et de la formation à la prévention. Nos partenaires sont de grandes institutions professionnelles, privées, qui militent pour la prévention, chacun avec des outils et des moyens de communication qui sont propres à leur activité. Nous en sommes le canal central sur le Vaucluse. Nous utilisons nos canaux, lors de campagnes et programmes partagés, sur le territoire de Vaucluse afin de toucher le plus grand nombre.»

La prévention ça coûte ou ça rapporte ?

«Nos études prévention et performance mettent en avant que chaque euro investi permet d'améliorer les conditions de travail du personnel, l'organisation du chantier et l'encadrement technique de l'entreprise. Cela induit une meilleure compétitivité de l'entreprise qui s'engage, alors, dans un rendement plus important.»

Pour finir

«Ces rencontres trimestrielles nous enrichissent des problématiques de chacun et permettent d'adapter notre discours aux entreprises afin d'approcher du zéro accident de chantier et du zéro arrêt de travail. Une entreprise qui va bien est une entreprise qui n'a pas d'accidents. C'est toute la légitimité de notre action commune.»

Ecrit par le 3 juin 2026



De gauche à droite, Emmanuel Méli, Thomas Jurczyk, Cédric Bosse, Olivier Cousi, Olivier Audoly, Françoise Lesauvage, Emilie Pascal et Yann Lecam

Charles & Alice mise sur l'énergie solaire

Ecrit par le 3 juin 2026



Face à la crise énergétique, l'entreprise **Charles & Alice**, tout comme de nombreux industriels, a décidé de diversifier ses sources d'énergie. Ainsi, la société drômoise a opté pour les énergies renouvelable, et notamment l'énergie solaire, pour ses sites drômois et vauclusien.

Le site de production de Monteux, en Vaucluse, acquis par l'entreprise en 2021, est désormais doté de 1178 modules photovoltaïques, posés notamment sur des ombrières et des bâtiments de stockage. Installés sur 2200 m², ces panneaux solaires permettent d'éviter jusqu'à 34 424 tonnes de CO₂ par an, soit l'équivalent de la consommation électrique de 124 foyers.

[Lire également : 'Monteux : un nouvel atelier de production pour Charles & Alice'](#)

Charles & Alice a également opté pour l'énergie solaire sur son site d'Alex, dans la Drôme, avec l'installation de 1 328 modules photovoltaïques sur une surface de 2 419 m². L'énergie produite sur l'année par ces panneaux représentera la consommation électrique de 129 foyers par an, soit l'équivalent de 35 676 tonnes de CO₂ économisées par an.

Écrit par le 3 juin 2026

« Nous sommes en recherche constante de solutions pour parvenir à réduire notre consommation et notre empreinte carbone », a affirmé [Fabien Ployon](#), directeur industriel de Charles & Alice. Depuis 2018, le groupe a installé 7 600 m² de panneaux photovoltaïques, ce qui représente une réduction de 86 tonnes d'émissions de CO₂ par an. Ces installations représentent 10% des besoins en électricité de l'entreprise.

V.A.

Mobilité : les gîtes Vauclusiens se mettent à l'électrique



Avec le soutien du Conseil Régional, Gîtes de France s'équipe de bornes de rechargement de véhicules électriques en Provence-Alpes-Côte d'Azur. En Vaucluse, 17 bornes ont déjà été installées et 15 sont en cours d'installation.

Écrit par le 3 juin 2026

La Fédération Régionale Gîtes de France et le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur ont noué un partenariat pour accompagner 240 hébergeurs du réseau vers l'installation de bornes de rechargement. Dans le Vaucluse, 17 bornes de rechargement subventionnées ont déjà été installées et 15 sont en cours d'installation. Dans les Bouches-du-Rhône, 13 bornes ont été installées et 36 hébergeurs inscrits au programme vont bénéficier de ce dispositif.

A Vauvenargues (13), une borne de rechargement a été installée en avril 2023 dans le gîte de Bernard Gaulin, hôte Gîtes de France. Il témoigne : « Une cliente hollandaise a séjourné deux semaines au gîte. Elle était ravie de pouvoir avoir accès à une borne sur son lieu d'hébergement. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'elle a choisi ce gîte pour ses vacances. L'avantage de ces bornes c'est que je sais exactement ce qui est consommé, je facture au prix coûtant, je peux montrer les consommations directement aux clients ».

L'électromobilité : un enjeu majeur pour les hébergeurs

Le marché de l'automobile électrique est en pleine croissance, sur le premier trimestre 2022, l'électrique a atteint 11,9% de parts de marché avec 43 507 immatriculations (+42,7%), contre 16,5% pour le diesel (-44,1%). Dans le cadre des déplacements touristiques, les prestataires doivent s'adapter pour répondre à une demande de rechargement qui devrait fortement progresser au cours des prochaines années. La présence de bornes de rechargement pour véhicules électriques sur le lieu de séjour tend à devenir un critère de choix pour les clients.

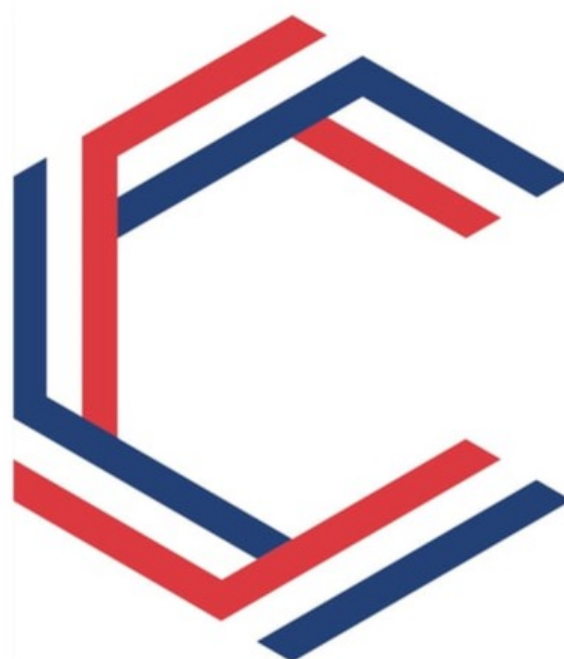
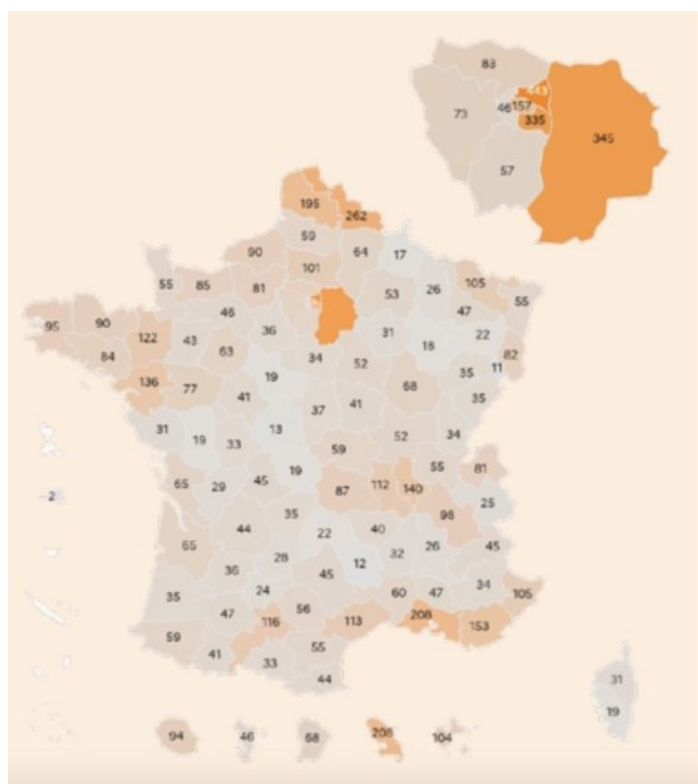
Ecrit par le 3 juin 2026



Mme MOUYSSET avec la 1ère borne subventionnée installée, la Yourte des Alpilles à Eyguières © Gîte de France

J.R.

Education : 47 projets Vauclusiens déposés dans le cadre du Conseil national de la refondation



A l'occasion de la 2e édition des journées portes ouvertes du Conseil national de la refondation 'Notre école faisons-la ensemble', 7 382 projets ont été déposés en France dont 47 en Vaucluse.

Faire émerger dans le cadre de concertations locales des initiatives nouvelles de nature à améliorer la réussite, le bien-être des élèves et à réduire les inégalités, tel est l'objectif de la démarche pour 'faire notre école ensemble', explique le Conseil national de la refondation (CNR) dont le volet éducation a été lancée à la rentrée 2022.

« 31 % des écoles et établissements ont manifesté une intention de concertation, plus de 7 380 projets pédagogiques ont été déposés par les équipes éducatives dont près de 2 600 bénéficient d'ores et déjà

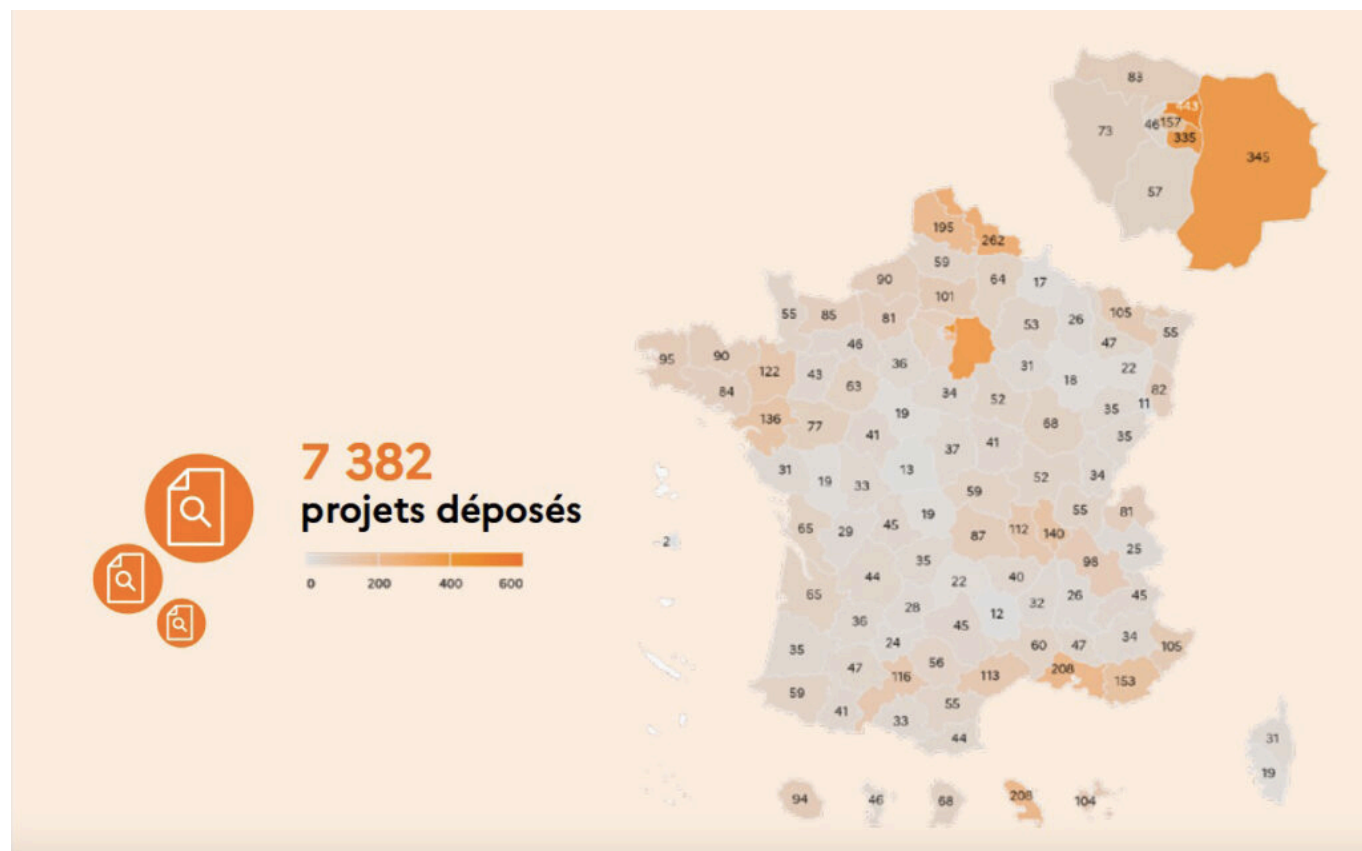
Écrit par le 3 juin 2026

d'un accompagnement dédié humain et financier », complète Pap Ndiaye, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

« Les crédits du fonds d'innovation pédagogique sont dotés de 500M€ à l'échelle du quinquennat. »

« Aujourd'hui, le CNR Éducation est une réussite : plus de 18 000 écoles et établissements ont témoigné un vif intérêt pour la démarche, précise pour sa part Carole Grandjean, ministre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation professionnels auprès du ministre du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion et du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse. Un tiers de nos lycées professionnels et polyvalents portent actuellement des projets. »

En tout, 844 967 élèves sont concernés directement par la mise en œuvre des premiers projets validés par les commissions académiques dans le cadre de cette démarche dont les crédits du fonds d'innovation pédagogique sont dotés de 500M€ à l'échelle du quinquennat.



Ecrit par le 3 juin 2026

A ce jour en Vaucluse, 126 établissements scolaires ont entrepris une réunion de concertation ayant débouchée sur le dépôt de 47 projets pour le département. Un chiffre qui s'élève à 60 pour la Gard, 208 pour les Bouches-du-Rhône, 34 pour les Alpes-de-Haute-Provence, 26 pour la Drôme et 32 pour l'Ardèche.

L.G.

Prix des Apprentis de la Société des Membres de la Légion d'Honneur : des jeunes vraiment méritants

Ecrit par le 3 juin 2026



C'est dans un amphithéâtre bondé de la Chambre de Commerce et d'Industrie des Fenaisons à Avignon qu'a eu lieu la cérémonie en présence des présidents du Crédit Agricole Alpes-Provence, Franck Alexandre, du BTP Région Sud, Raymond Reyes, de la CCI 84 (Gilbert Marcelli), de la Chambre d'Agriculture de Vaucluse, (Georgia Lambertin), du Commandant Geoffrey Casu (chef de corps des pompiers d'Avignon) et des membres des 5 comités (Apt - Avignon - Carpentras - Cavaillon - Orange) de la SMLH 84.

Ce Prix des Apprentis existe puis 2007. Il favorise l'autonomie et l'insertion professionnelle des jeunes qui sont en alternance dans un CFA (Centre de formation pour adultes) de Vaucluse mais aussi des Bouches du Rhône.

Depuis sa création, 650 jeunes ont reçu cette récompense qui valorise l'apprentissage et favorise l'égalité des chances. Une médaille de la Légion d'Honneur, un diplôme et un chèque (300€ pour le Mérite - 500€ pour l'Encouragement - 800€ pour l'Excellence) leurs sont décernés, ce qui rompt parfois leur isolement et leur permet de financer en partie leur ordinateur, leur caisse à outil, leur permis de conduire ou la

Ecrit par le 3 juin 2026

caution de leur studio. Ils bénéficient également du carnet d'adresses de leur parrain ou marraine de la SMLH 84, de son réseau professionnel, une façon de renforcer le lien social inter-générationnel entre les seniors et les post-ados et de concourir à la cohésion sociale.

Pour le colonel Michel Grange, président de la SMLH 84 : « Cette action a été créée dans notre département, maintenant, nombre de comités l'ont adopté en France, mais nous étions des précurseurs pour rendre visible notre action, nous ne nous contentons pas d'épingler notre ruban rouge à la boutonnière, nous donnons un coup de pouce aux jeunes qui ont des difficultés à réaliser leur projet professionnel ».



23 apprenti.e.s ont été distingués dans la catégorie « Prix d'Honneur », un jeune boucher du Pont des 2 eaux à Avignon, Sébastien Ayme, un carreleur du CFA Florentin Mouret, Steven Debris, une peintre en bâtiment, Amandine Douce, un électricien du CFA d'Aix en Provence, Maxime Rautureau.

12 « Prix du Mérite » ont été attribués, dont un à Quentin Juvenal, qui aura 20 ans en octobre, qui est passionné de pâtisserie depuis tout petit mais qui souffre de « dyscalculie » (et arrive difficilement à compter). Or, dans les recettes tout est dosé au gramme prêt, il doit donc se concentrer davantage que les autres apprentis. En plus, ses parents ont divorcé quand il n'avait que 3 ans et c'est son beau-papa qui l'a élevé et encouragé avec sa maman, il a d'ailleurs entamé une procédure pour porter son nom. Autre lauréate, la valeureuse Cassandra Cubères, élève du Campus Vincent de Paul qui se déplace sur un fauteuil roulant et qui a un niveau 6 à l'IFRIA - Centre de formation agro-alimentaire à Agroparc - comme « Responsable et de projets marketing & communication ». Autre distinction pour Elona Halgand, qui a eu 20 ans en juin, qui suit des cours de préparatrice-en-pharmacie aux Fenaisons et qui souhaite se réorienter vers l'ostéopathie mais qui a suivi son cursus tout en accompagnant jusqu'au bout, pendant 2 ans, sa maman atteinte d'un cancer. Sa maître de stage a souligné « Son courage, sa pugnacité, sa force de caractère, sa maturité. Elle a su relever la tête malgré son deuil ».

Enfin, « Le Prix d'Excellence » a été décerné à Jade Cotta du CFA Vincent de Paul. Cette jeune femme souffre de ce qu'on appelle 'dys-', des troubles cognitifs liés à la lecture, au calcul, à la coordination de la motricité. « Ma fille n'a parlé qu'à 7 ans » explique son papa qui est enseignant. C'est dire les efforts de concentration et le travail sur elle que Jade a dû faire pour poursuivre des études. A l'avenir, avec ce

Ecrit par le 3 juin 2026

qu'elle a vécu, elle souhaite s'occuper d'un centre de petite enfance.

« Ils sont motivés, déterminés, engagés. »

Deux des mécènes, le patron du BTP (Bâtiment travaux publics) de la Région Sud, Raymond Reyes, et Franck Alexandre, président du Conseil d'Administration du Crédit Agricole Alpes-Provence ont pris la parole pour insister sur le rôle majeur que joue l'apprentissage en alternance. Celui-ci a d'ailleurs été ému par l'engagement des jeunes lauréats de cette promotion 2023. « On voit bien à quel point ils se battent pour obtenir un résultat, ils sont motivés, déterminés, engagés. Et le contexte que nous vivons est plutôt compliqué, inflation, essence, matières premières plus chères, loyers en hausse. Moi je salue les 3 C (Cerveau - Coeur - Courage) et je suis ravi que ma banque, avec sa fondation, soutienne des projets de territoires, de préservation du patrimoine, mais aussi de vie. Elle agit en faveur des jeunes, souvent en situation de précarité. 3M€ sont mis de côté, chaque année sur notre chiffre d'affaires, pour leur donner un coup de main et rendre le sourire aux générations qui demain seront aux commandes ».

Ecrit par le 3 juin 2026



Y-a-t-il trop de touristes dans le Vaucluse ?

Ecrit par le 3 juin 2026



Le sur-tourisme, c'est la nouvelle expression créée pour désigner les situations où trop de touristes se trouvent au même endroit au même moment. Ce phénomène est mondial. Il est également observable sur plusieurs sites du Vaucluse. Faudra-t-il bientôt aussi réguler les flux de visiteurs et limiter l'accès de quelques-unes de nos pépites touristiques ?

« On est plus chez soi », c'est la première réaction des autochtones qui se sentent envahis, comme dépossédés. Ce sont les premières victimes de ces zones sur fréquentées. L'idée de vivre au cœur d'un parc d'attraction et de faire partie intégrante des curiosités à y découvrir n'est pas forcément réjouissant. Reconnaissons que le quotidien de ces indigènes peut vite devenir compliqué et pénible. Ensuite, ces flux de population, pas toujours très disciplinés, que certains n'hésiteront pas à qualifier de hordes touristiques, peuvent provoquer des dégradations des lieux ou de leur environnement. Ça c'est cadeau !

Les « toutouristes » comme les appellent, dans leur jargon les professionnels du tourisme.

Écrit par le 3 juin 2026

Dans le Luberon, Gordes est, en été, dans une situation de sur fréquentation qui n'est pas sans poser beaucoup de difficultés pour un village pas vraiment conçu pour recevoir tous ces visiteurs. Surtout que ces derniers ont la fâcheuse tendance à vouloir tous faire les mêmes choses. Les « toutouristes » comme les appellent, dans leur jargon les professionnels du tourisme. Beaucoup d'entre eux ont fait des milliers de kilomètres pour découvrir ce site remarquable, qu'ils en soient d'abord remercié. C'est aussi une liberté qui leur est offerte de venir et il est essentiel, à mon sens de la préserver.

La mère Poulard viendrait s'installer à Gordes et proposerait des omelettes au pistou.

Mais papatra, le magazine américain Travel + Loisire a élu, en ce début d'été, Gordes « le plus beau village du monde » ([lire ici](#)). Pas moins que cela. On imagine les compteurs de la fréquentation qui s'affolent et montent en régime. D'ici que notre village ressemble au Mont Saint-Michel avec ses 2,8 millions de visiteurs annuels, il n'y a pas loin. Mis à part que la mer est assez éloignée de Gordes, les deux sites présentent quelques similitudes intéressantes. Ainsi, la mère Poulard pourrait venir s'y installer et proposer des omelettes au pistou.

Pourquoi toujours contraindre plutôt qu'inciter ?

Bien sûr le tourisme est essentiel à l'activité économique du département. Ce secteur est un pourvoyeur important d'emplois, même si, aujourd'hui l'offre est supérieure à la demande. On ne va quand même pas cracher dans la soupe au pistou. Mais, doit-on pour autant réguler l'accès à certains sites comme le réclame certains professionnels conscients que le sur-tourisme peut nuire au tourisme. De leur côté les élus sont pris entre deux logiques avec d'un côté des retombées économiques indispensables et de l'autre la protection des lieux et de la tranquillité de ceux qui y vivent. Alors plutôt que réguler l'accès ne pourrait-on pas inviter tous ces touristes à venir à d'autres moments de l'année et surtout ne pas se concentrer sur les mêmes lieux (les richesses sont nombreuses) ? Pourquoi toujours contraindre plutôt qu'inciter ?

[Lire également : "Vacances : le Vaucluse star de l'été pour les échanges de maisons"](#)

Ecrit par le 3 juin 2026

14 juillet : la Légion d'Honneur pour deux personnalités vaclusiennes



Promotion du 14 juillet 2023 de la Légion d'Honneur, deux personnalités vaclusiennes distinguées, Dominique Santoni et Franck Alexandre.

La présidente du Conseil départemental vient d'être promue par la Grande Chancellerie. En 2015, elle succède à Pierre Boyer à la mairie d'Apt, elle est également élue conseillère départementale et surtout, elle est la 1ère femme à se retrouver dans le fauteuil de présidente du Conseil Départemental de Vaucluse, le 1er juillet 2021. Dominique Santoni est une personnalité qui compte dans le Vaucluse. Passionnée d'équitation, directe, femme de consensus, pragmatique, elle fonce et soutient tout ce qui fait avancer le département. Une fois de plus, elle prouve avec cette distinction que « Les Vaclusiens ont du talent ».

Autre exemple de ces vaclusiens passionnés, Franck Alexandre. Vigneron à Gigondas, à la tête du Domaine des Teyssonnières, 12 hectares au pied des Dentelles de Montmirail, entre les mains de sa famille depuis 1838 et dont il pris la direction en 1985. Mais il est aussi banquier. Il préside le Conseil d'Administration du Crédit Agricole Alpes-Provence. Dans le Vaucluse, les Bouches-du-Rhône et les Hautes-Alpes, cela représente 2 300 collaborateurs, 750 000 clients pour le 1er groupe coopératif et mutualiste du monde. Franck Alexandre qui était déjà depuis 2015, « officier » dans l'Ordre du Mérite Agricole va, désormais, pouvoir arborer un ruban rouge à la boutonnière, lui qui, depuis longtemps est engagé en faveur de l'économie régionale. Il préside « La Fondation Crédit Agricole » qui prône solidarité

Ecrit par le 3 juin 2026

et développement et soutient, par exemple, les jeunes, leur santé, leur parcours professionnel et leur entrée dans la vie active. A ce titre, 3% du chiffre d'affaires de la banque sont dévolus à des actions caritatives, solidaires voire intergénérationnelles.

Vacances : le Vaucluse star de l'été pour les échanges de maisons



Cette année, le nombre de nuitées proposées en Vaucluse dans le cadre d'échange de maisons devrait s'élever à 24 500 nuitées. Selon la plateforme [Home exchange](#), leader mondial du secteur*, ce chiffre est en augmentation de 50% dans le département. Rien que pour l'été, 13 700 nuitées sont prévues du 1er juillet au 31 août, soit 28% de plus que l'année dernière. Cet été, 1 600 'échangeurs de maisons' vont

Écrit par le 3 juin 2026

ainsi passer des vacances dans le Vaucluse. Principalement sur Avignon (1 500 nuitées prévues), Orange (1 180 nuitées prévues) et Carpentras (980 nuitées prévues). En Vaucluse, 1 530 logements sont inscrits sur la plateforme Home exchange. Environ 58% d'entre eux sont des résidences principales, et le reste des résidences secondaires.

« Un mode d'hébergement économique qui se démocratise dans toute la France. »

« Malgré la période de forte inflation que nous vivons, les Français ont envie et besoin de partir en vacances, explique [Charles-Édouard Girard](#), cofondateur de Home exchange. Si une grande partie d'entre eux a l'intention de partir en vacances cet été, les locations saisonnières sont coûteuses et ne conviennent pas à tous les budgets. L'échange de maisons est une réelle solution, plus économique, mais aussi plus responsable. »

Une région très demandée

Le Vaucluse n'est pas la seule destination privilégiée par les personnes pratiquant l'échange de maison. Ainsi, l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la 3^e région préférée des Français sur la période estivale avec plus de 64 300 nuitées. Un chiffre constant par rapport à l'été dernier.

Dans le détail, la région Sud se situe derrière la Bretagne et l'Auvergne-Rhône-Alpes. Ce sont les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes qui séduisent le plus avec respectivement 23 000 et 14 400 nuitées enregistrées. Marseille, Nice, Aix-en-Provence, Avignon et Antibes sont les cinq villes les plus demandées en ce moment.

Des touristes venant de Bretagne, d'Auvergne-Rhône-Alpes et d'Île-de-France

Ce sont principalement les Bretons, les Auvergnats et les Franciliens qui se rendent dans la région cet été. À l'inverse, les Provençaux se laissent davantage séduire par le centre et l'ouest de la France, puisque la Bretagne, l'Auvergne-Rhône-Alpes et la Nouvelle-Aquitaine sont leurs destinations favorites. Depuis le début de l'année, la région a déjà enregistré près de 46 900 nuitées sur Home exchange. Au total, la plateforme devrait enregistrer 469 300 nuitées pour cet été sur toute la France avec près de 50 000 personnes qui ont prévu d'échanger leur maison.

**Leader mondial de l'échange de maisons, [HomeExchange.com](https://www.HomeExchange.com) est un service qui permet aux voyageurs du monde entier d'échanger leur maison ou leur appartement, en toute sécurité et sans transaction financière entre eux. Le site compte plus de 120 000 membres dans plus de 130 pays.*

Ecrit par le 3 juin 2026

Jonquières : des chiens pour éviter que l'eau ne prenne la fuite



Ecrit par le 3 juin 2026

Les disparus, les fugitifs, les personnes ensevelies dans les décombres d'un tremblement de terre, de la drogue, des explosifs, des truffes et même des malades du Covid ou du cancer, le flair des chiens est déjà utilisé pour trouver un très grand nombre de choses. Mais désormais, grâce à un travail mené depuis plusieurs années par Veolia et des cynotechniciens, ce sont les fuites sur les réseaux d'eau potable que nos amis à 4 pattes sont maintenant capables de détecter. Démonstration pratique à Jonquières.

La recherche de fuites sur les réseaux de distribution est l'un des enjeux clés de la préservation de la ressource en eau. Afin d'améliorer ses processus, [Veolia](#) expérimente un nouveau procédé de détection de fuites réalisé par des chiens spécialement dressés pour mener cette mission. Une première phase de test concluante qui se concrétise par des détections réelles sur le terrain. Un travail de longue haleine qui a pris plusieurs années que Veolia vient de présenter sur la commune de Jonquières.

A l'origine, c'est [David Maisonneuve](#), chef de projet de la Direction soutien métiers et performance de Veolia, qui a eu l'idée, il y a 3 ans, que des équipes cynophiles pouvaient se former à cette spécialité jusqu'alors effectuée avec des appareils de détection électronique.

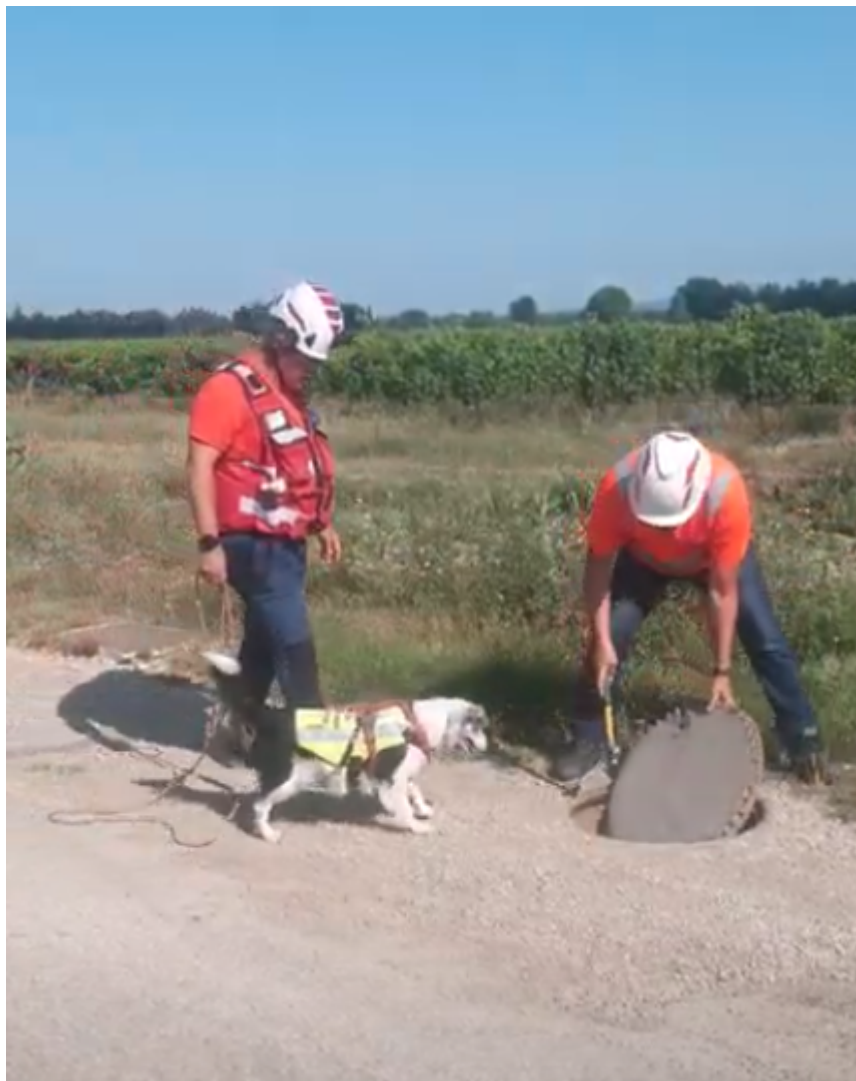
« Les performances canines vont au-delà des seuils que nous avons fixés. »

Pour cela, le groupe Veolia s'est donc appuyé sur les compétences d'anciens militaires, spécialiste de l'éducation canine, pour piloter et mettre en place ce procédé innovant. La truffe des canidés servant à identifier le chlore présent dans l'eau qui circule dans les réseaux afin d'en préserver la qualité.

« Passé l'entraînement des animaux à la détection du chlore, une phase de tests a été réalisée sur le terrain dans plusieurs régions. Les résultats sont bluffants : les performances canines vont au-delà des seuils que nous avons fixés, » constate [François Bourdeau](#), cynotechnicien.

Même en présence d'une odeur chlorée extrêmement ténue, à travers le sol, les chiens Nina et Kelly ont su 'marquer' l'endroit précis où l'eau s'écoulait.

Ecrit par le 3 juin 2026



« Quand les derniers exercices de formation seront finalisés, nous pourrons déployer cette méthodologie complémentaire à notre arsenal de détection technologique traditionnelle, précise [Gautier Lahitte](#), Manager travaux et réseaux AEP pour Veolia dans le Vaucluse. L'apport du chien et de son maître peut être déterminant, lorsque les sites sont difficiles d'accès en milieu urbain, et également à la campagne, lorsque les réseaux anciens ne sont pas correctement cartographiés. »

Des dizaines de milliers de kilomètres de canalisations concernées en France

Pour Veolia, l'utilisation des chiens pour la détection des fuites d'eau chlorée permet de gagner en rapidité d'intervention. Une solution particulièrement efficace lorsque la recherche de fuite est complexe, notamment sur les canalisations de gros diamètre où les technologies acoustiques habituelles ont leur limite (mauvaise communication ou accès difficile avec du matériel) ou dans des zones difficiles d'accès. Cela représente des dizaines de milliers de kilomètres de canalisations en France.

En effet, jusqu'alors les techniciens du groupe utilisé des outils de détection acoustiques, des

Ecrit par le 3 juin 2026

corrélateurs et des amplificateurs mécaniques et électroniques, une recherche au gaz traceur). Cette nouvelle méthode vient donc en complément des systèmes déjà utilisés au quotidien par les chercheurs de fuite de Veolia.

« Actuellement nos programmes d'innovations ciblent tous les métiers d'exploitation avec comme non-négociable l'amélioration permanente de l'empreinte carbone des technologies utilisées, insiste David Maisonneuve. En ce sens, nous sommes en veille continue et cette innovation coche toutes les cases : sobriété technique, pas ou peu de matériel nécessaire, pas d'émission de CO2, respect de l'animal avec l'apprentissage par le jeu et socialement une possible reconversion professionnelle pour des maîtres chien issus des services de l'armée. »